

Convention collective

**IDCC : 9302. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Cadres)
(Gard)
(9 décembre 1963)**

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1964,
Journal officiel du 10 octobre 1964)

AVENANT N° 79 DU 12 JUIN 2015

NOR : *AGRS1697102M*
IDCC : 9302

Entre :

La FDSEA du Gard,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Gard ;

La FGTA FO du Gard ;

La CFTC-Agri du Gard ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec, d'une part, l'avenant n° 45 de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, d'autre part, le décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire, lequel prévoit que les contrats de prévoyance collective ne peuvent plus attribuer des garanties en fonction de l'âge des salariés, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour supprimer la garantie Top Santé qui n'a plus lieu d'être et procéder à un aménagement de l'article 37 de la convention collective afin d'intégrer ces nouvelles dispositions.

Cet avenant est une mise à jour des dispositions départementales concernant les salariés cadres des exploitations agricoles du Gard.

Article 1^{er}

L'article 36 de la convention collective est abrogé.

Article 2

L'article 37 de la convention collective est modifié comme suit.

« Les entreprises relevant de la présente convention collective doivent obligatoirement souscrire, pour leurs salariés relevant de la convention collective de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, à un contrat "capital décès" représentant 200 % du salaire annuel brut, perçu au titre des 4 derniers trimestres civils précédant le décès. Cette garantie « capital décès » est une option sur le socle conventionnel national. Cette garantie est gérée par la CPCEA.

Les cotisations afférentes à cette garantie représentent 0,50 % du salaire brut et sont réparties de la façon suivante :

- 50 % à la charge de l'employeur ;
- 50 % à la charge du salarié. »

Article 3

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prendra effet à compter du premier jour du trimestre qui suivra la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Nîmes, le 12 juin 2015.

(Suivent les signatures.)